



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES



Commune de Théoule-sur-Mer

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE  
POUR LES SERVICES TECHNIQUES

DIRECTION DES ROUTES  
ET DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

ARD Littoral-Ouest-Cannes

**ARRETE DE POLICE CONJOINT N° 2026-04-54**  
réglementant temporairement les circulations, hors agglomération, sur la RD 6098,  
entre les PR 1+165 et 4+350 et sur les VC adjacentes, sur le territoire  
de la commune de THÉOULE-SUR-MER

*Le président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes,*

*Le maire de Théoule-sur-Mer,*

Vu le Code général des collectivités territoriales ;  
Vu le Code de la route ;  
Vu le Code de la voirie routière ;  
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et les textes subséquents ;  
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 (livre I, 8<sup>ème</sup> partie « signalisation temporaire ») approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié (JO du 30 janvier 1993) et modifié le 6 mai 2020 (JO du 15 mai 2020) ;  
Vu les arrêtés en vigueur du président du Conseil départemental, donnant respectivement délégation de signature au directeur général adjoint pour les services techniques et aux responsables de la direction des routes et des infrastructures de transport ;  
Vu le règlement départemental de voirie, approuvé par la délibération n° 9 du Conseil général des Alpes-Maritimes du 26 juin 2014, et son arrêté d'application du 21 juillet 2014 ;  
Vu la demande d'Orange / UCI PRM, représentée par M. Gabiot, en date du 31 mars 2026 ;  
Vu l'autorisation de travaux n° SDA LOC-MAN-2026-3-130 en date du 31 mars 2026 ;  
Sur la proposition du chef de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Cannes ;  
Considérant que, pour permettre l'ouverture de 12 chambres télécom pour la dépose de câbles cuivre, il y a lieu de réglementer temporairement les circulations, hors agglomération, sur la RD 6098, entre les PR 1+165 et 4+350, et sur les voies communales adjacentes ;

**ARRETEMENT**

ARTICLE 1 – A compter du lundi 04 mai 2026, de la mise en place de la signalisation correspondante, jusqu'au vendredi 22 mai 2026 à 16 h 00, en semaine, de jour, entre 9 h 00 et 16 h 00, les circulations, hors agglomération, sur la RD 6098, entre les PR 1+165 et 4+350, et sur les avenues de Van Loo et Fragonard et boulevard de l'Esquillon (VC) adjacentes, pourront s'effectuer selon les modalités suivantes :

### **1) Sur la RD**

Circulation sur une voie unique d'une longueur maximale de 360 m, par sens alterné réglé par pilotage manuel.

### **2) Sur les VC**

Les sorties des voies communales seront gérées au cas par cas par pilotage manuel et ne pourront se faire que dans le sens de circulation de l'alternat en cours.

### **3) Piétons**

Lors de l'intervention sur les chambres situées sur trottoir, le cheminement piéton sera maintenu et sécurisé sur la voie adjacente neutralisée à cet effet ou par l'interruption momentanée de l'intervention le temps du passage de piéton éventuel sur une durée maximale d'1 minute.

### **4) Mesure complémentaire**

Les sorties riveraines seront gérées au cas par cas par pilotage manuel et ne pourront se faire que dans le sens de circulation de l'alternat en cours.

Les chaussées seront entièrement restituées à la circulation :

- chaque jour à 16 h 00, jusqu'au lendemain à 9 h 00.
- en fin de semaine, du vendredi à 16 h 00, jusqu'au lundi à 9 h 00.
- chaque veille de jour férié de 16 h 00 jusqu'au lendemain de ce jour 9 h 00.

ARTICLE 2 – Les mesures de police suivantes seront appliquées sur l'ensemble de la section concernée conformément aux stipulations de l'article 3 :

- toutes les catégories de véhicules autorisées, pourront circuler ;
- dépassement interdit à tous les véhicules ;
- vitesse des véhicules limitée à 50 km/h ;

La largeur minimale de la voie, restant disponible, devra être en cohérence avec les catégories de véhicules autorisées à circuler (2,80 m).

ARTICLE 3 – Les signalisations correspondantes seront conformes à la réglementation en vigueur et prendront en compte les recommandations relatives à la catégorie de route concernée, de la dernière édition en vigueur du manuel du chef de chantier.

En particulier, la signalisation par pilotage manuel ne pourra être effectuée que dans de bonnes conditions de visibilité (luminosité suffisante ou éclairage spécifique).

Elles seront mises en place et entretenues par l'entreprise EVOLUCOM, chargée des travaux, sous le contrôle de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Cannes et des services techniques de la mairie de Théoule-sur-Mer, chacun en ce qui les concerne.

ARTICLE 4 – Le chef de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Cannes et le maire de la commune de Théoule-sur-Mer pourront, conjointement et à tout moment, décider une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier, si son déroulement est susceptible de créer une perturbation excessive du trafic ; ou si les injonctions données par leurs agents aux intervenants ne sont pas suivies d'effets, pour ce qui concerne les règles de sécurité et d'exploitation de la route.

ARTICLE 5 – Poursuites encourues en cas d'infraction.

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et textes en vigueur.

ARTICLE 6 – Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 - Le présent arrêté sera publié dans son intégralité sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du département (<https://www.departement06.fr/les-arretes>), affiché et publié dans la commune de Théoule-sur-Mer; et ampliation sera adressée à :

- M. le maire de la commune de Théoule-sur-Mer,

- M. le directeur des routes et des infrastructures de transport,
- M. le chef de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Cannes,
- M. le directeur des services techniques de la mairie de Théoule-sur-Mer, e-mail : [d.toriti@ville-theoulesurmer.fr](mailto:d.toriti@ville-theoulesurmer.fr),
- M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes-Maritimes,
- M. le commandant de la compagnie républicaine de sécurité n° 6,
- Entreprises (en 2 exemplaires, dont 1 devra être remis au chef de chantier pour être présenté à toute réquisition) :
  - \* SOLUTIONS30 SUD-EST – 2229, Route des Crêtes, 06560 VALBONNE; e-mail : [autorisation.voirie@solutions30.com](mailto:autorisation.voirie@solutions30.com) / [elodie.leguere@solutions30.com](mailto:elodie.leguere@solutions30.com),
  - \* EVOLUCOM / M. Zraga – 24, Rue St Abdon, 77390 GUIGUES ; e-mail : [evolucomfrance@gmail.com](mailto:evolucomfrance@gmail.com),

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution ; ainsi que pour information à :

- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- Orange / UCI PRM / M. Gabiot – 9, Bd François Grosso, 06006 NICE ; e-mail : [philippe.gabiot@orange.com](mailto:philippe.gabiot@orange.com),
- DRIT / CIGT ; e-mail : [emaurize@departement06.fr](mailto:emaurize@departement06.fr), [cigt@departement06.fr](mailto:cigt@departement06.fr),  
[ereyndaud@departement06.fr](mailto:ereyndaud@departement06.fr), [pbeneite@departement06.fr](mailto:pbeneite@departement06.fr), [saubert@departement06.fr](mailto:saubert@departement06.fr) et  
[cbernard@departement06.fr](mailto:cbernard@departement06.fr).

Théoule-sur-Mer, le 29 avril 2026

Nice, le 21 AVR. 2026

Le maire,

Pour le président du Conseil départemental  
 et par délégation,  
 L'adjointe au directeur des routes  
 et des infrastructures de transport,

  
 Georges BOTELLA



  
 Florence FREDEFON

